

Population et gouvernement

Comme on l'a mentionné dans l'introduction, les 8,5 millions d'Ontariens (environ 36 p. cent de la population du pays) vivent presque tous dans la partie sud de la province, une région qui a toujours exercé un attrait sur les Canadiens de tous les coins du pays et qui accueille chaque année quelque 50 000 immigrants. Il n'est donc pas étonnant que le sud de l'Ontario, en particulier Toronto, abrite aujourd'hui une société multiculturelle. Sa communauté italienne compte près d'un demi-million d'individus et ses communautés noire et chinoise, environ 100 000 chacune.

La mosaïque culturelle comprend aussi, bien entendu, les peuples installés depuis longtemps dans la province: les Anglais, les Écossais et les Irlandais, mais aussi les Français, qui sont un demi-million et se retrouvent surtout au nord et à l'est, et quelque 20 000 Indiens autochtones.

Si la plupart des Canadiens parlent l'anglais ou le français (les deux langues officielles du pays), beaucoup d'autres langues sont largement utilisées, particulièrement en Ontario. Dans le «Chinatown» de Toronto, par exemple, les rues sont indiquées en anglais et en chinois. La ville offre aussi des services de radio et de télévision multilingues, pour le plus grand bien des nombreuses communautés culturelles du sud.

Cette société cosmopolite est gouvernée à partir de deux villes ontariennes. A Ottawa, la capitale nationale, 95 des 282 députés de la Chambre des communes représentent les circonscriptions de l'Ontario. Toronto est le siège du gouvernement provincial, de type parlementaire comme son homologue fédéral. Le Parlement provincial est situé à Queen's Park, en plein cœur de la ville, et compte 117 représentants, dont le mandat est de cinq ans au maximum. Les progressistes-conservateurs, dirigés actuellement par l'honorable William Davis, sont au pouvoir en Ontario depuis 1943. Les libéraux et les néo-démocrates, qui sont à peu près d'égale force, forment l'opposition.

Les gouvernements provinciaux ont beaucoup de poids au Canada, ne serait-ce que parce qu'ils effectuent collectivement environ 60 p. cent de toutes les dépenses publiques. En Ontario, les dépenses publiques sont destinées en grande partie aux services sociaux. La santé et l'éducation reçoivent chacune un quart du total, et 10 p. cent vont à la sécurité sociale (une charge assumée conjointement avec le gouvernement fédéral) et aux services communautaires (les affaires municipales relevant de la province).

* * *